

Un belge inspecteur de l'ONU en Irak : puzzle biologique

Autor(en): **Doorselaere, Kris van**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 11

PDF erstellt am: **24.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348752>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un Belge inspecteur de l'ONU en Irak

Puzzle biologique

En octobre 1998, la Belgique était représentée au sein de l'UNSCOM, l'équipe d'inspection de l'armement envoyée par l'ONU en Irak. Deux officiers belges travaillaient sous les ordres de Richard Butler, le *Chief Weapons Inspector*, VOX a rencontré l'un d'eux avant et après sa mission.¹

■ Kris Van Doorselaere

Le professeur-docteur Martin Zizi est commandant au sein du Service médical. Il est aussi expert en armes biologiques. Après ses études de docteur en médecine, il s'est spécialisé en biophysique moléculaire. Ce domaine nécessite des connaissances en biologie cellulaire, chimie et physique. Le Service médical devait former des spécialistes en armements biologiques. C'est ainsi que, depuis le début des années 90, Martin Zizi s'investit entièrement dans des recherches de pointe sur la perméabilité des membranes. Il étudie les propriétés des parois cellulaires permettant l'échange de matière sous différentes concentrations entre la cellule et son environnement. Il mesure les capacités des différentes toxines à pénétrer les cellules, plus spécifiquement dans le domaine de la guerre biologique.

Afin de pouvoir progresser dans cette étude, il doit s'installer aux Etats-Unis, au *Walther Reed Army Institute of Research*, où il approfondit durant deux ans ses connaissances des toxines d'origine biologique. Ensuite, il suit un autre cycle

de deux ans à l'*University of Maryland (College Park)*. Ce centre est spécialisé en biologie moléculaire et dans l'étude de l'interaction des membranes. A l'issue de son travail de recherche, Martin Zizi enseigne à l'Université catholique de Louvain, où il est chargé de cours depuis la réussite de sa thèse d'agrégation.

Oiseau rare

L'UNSCOM (équipes d'inspection de la commission spéciale de l'ONU) se trouve en Irak depuis 1991, année où est admis le principe de l'inspection, malgré la forte opposition des dirigeants irakiens. Le sentiment fortement anti-américain qui prévaut sur place est à l'origine du blocage de nombreuses missions d'inspection. Pour cette raison, Richard Butler, le *Chief Weapons Inspector* de l'UNSCOM, insiste pour intégrer des non-Américains dans ses équipes. Il choisit deux officiers belges en se basant sur leur curriculum vitae: un biophysicien moléculaire, Martin Zizi, et un ingénieur en chimie, le commandant Luc Sempoux. Ils sont les premiers Belges à faire partie de l'UNSCOM.



Le professeur-docteur Martin Zizi, biophysicien moléculaire, membre de l'UNSCOM en tant qu'expert dans le domaine des armes biologiques. (Photo: Christian Theys)

Alors que Luc Sempoux est à pied d'œuvre auprès de l'équipe d'inspection chimique dès le 2 octobre 1998, Martin Zizi quitte la Belgique le 2 novembre pour rejoindre le *Bagdad Monitoring Verification Centre*. Départ vers l'inconnu puisque, pour des motifs évidents de sécurité, Martin n'a aucune précision sur le type de travail à effectuer: le *Job Description* s'avère particulièrement flou.

¹ Ce texte a paru dans VOX, N° 9910.

«Je me doutais bien qu'il ne s'agissait pas seulement de missions d'inspections administratives, mais également de contrôles d'installations, de prises d'échantillons et d'analyses», explique Martin. «Nous devons travailler dans le secret le plus complet. Seules les informations officielles de l'ONU pouvaient être communiquées. Il y avait d'autres directives de sécurité. Interdiction de se déplacer seul: les inspections se faisaient par équipes de deux ou trois hommes. A chaque fois, nous étions «accompagnés» par des Irakiens. Ceux-ci avaient pour mission de nous distraire de certains points sensibles qui devaient rester cachés. Des inspecteurs de l'UNSCOM ont même été retenus en otage. Le travail était donc constamment perturbé. Le risque majeur n'é-



Pour effectuer sa mission, l'UNSCOM dispose d'importants moyens d'appui. En photo: un hélicoptère CH53G.

tait toutefois présent que lors de la destruction d'armes biologiques ou chimiques. La plus grande prudence est de mise lors de ces opérations. Mais là,

rien de nouveau: je travaille régulièrement avec des produits mortels.»

Martin savait plus ou moins à quoi s'attendre avec les armes biologiques irakiennes. «Nous savions depuis longtemps que Saddam Hussein possédait plusieurs centaines de kilos de spores d'anthrax. Une bactérie apparue dans les abattoirs et qui contamine les personnes qui manipulent les carcasses. Non mortel... en principe. Dans des conditions défavorables, la bactérie produit des spores, cesse de se développer et attend des jours meilleurs à l'abri de son cocon de protection. Ces spores d'anthrax peuvent être diffusées sous forme d'aérosol, larguées par avion ou placées dans une bombe... Dans ces conditions, si elles sont directement inhalées dans les poumons, 90% des victimes décèdent alors en quelques jours.»

« Il est indéniable que l'arme biologique est d'une grande va-

Pas de vaccin miracle

Est-il envisageable de se faire vacciner préventivement, puisque nous connaissons les produits irakiens? Malheureusement non: «Les bactéries peuvent provenir de souches totalement divergentes. Il faudrait donc un vaccin par souche, ce qui est impensable! Le développement d'un vaccin efficace prend plusieurs années, de la phase de recherche, aux phases de tests et ensuite à la production... Cela n'a pas de sens de se faire vacciner contre une souche d'anthrax connue dans nos contrées, alors qu'elle est probablement totalement différente de celle utilisée en Irak. En outre, le développement d'une nouvelle souche ne demande que quelques mois!»

« L'alternative consiste à prendre des antibiotiques pour renforcer ses défenses immunitaires. Mais... il est aussi possible de fabriquer des bactéries plus résistantes qui se développent malgré l'antibiotique. N'importe quel étudiant en biologie moléculaire peut, en une semaine, produire une bactérie résistant à un antibiotique déterminé. Bref, il est difficile de parler de mesures de prévention... Excepté, bien sûr, la protection physique lors des manipulations de matière dangereuse: port du masque filtrant et des gants.»

leur stratégie, poursuit Martin. Premièrement et surtout parce que, en comparaison avec le nucléaire et le chimique, il s'agit d'une arme « bon marché ». Ensuite, le biologique offre plus de possibilités que l'arme chimique. La diffusion et l'efficacité de cette dernière sont dépendantes de la force et de la direction du vent. Lors d'une attaque chimique, l'agresseur prend le risque de contaminer ses propres troupes. Par contre, la biologie moléculaire permet, par manipulation des gènes, de canaliser efficacement les effets de l'arme biologique. L'arme peut donc être « pointée » vers un groupe cible spécifique, sans que d'autres

personnes en subissent la moindre conséquence. L'arme « reconnaît » un tissu caractéristique formé par le groupe cible et n'attaque que celui-là ».

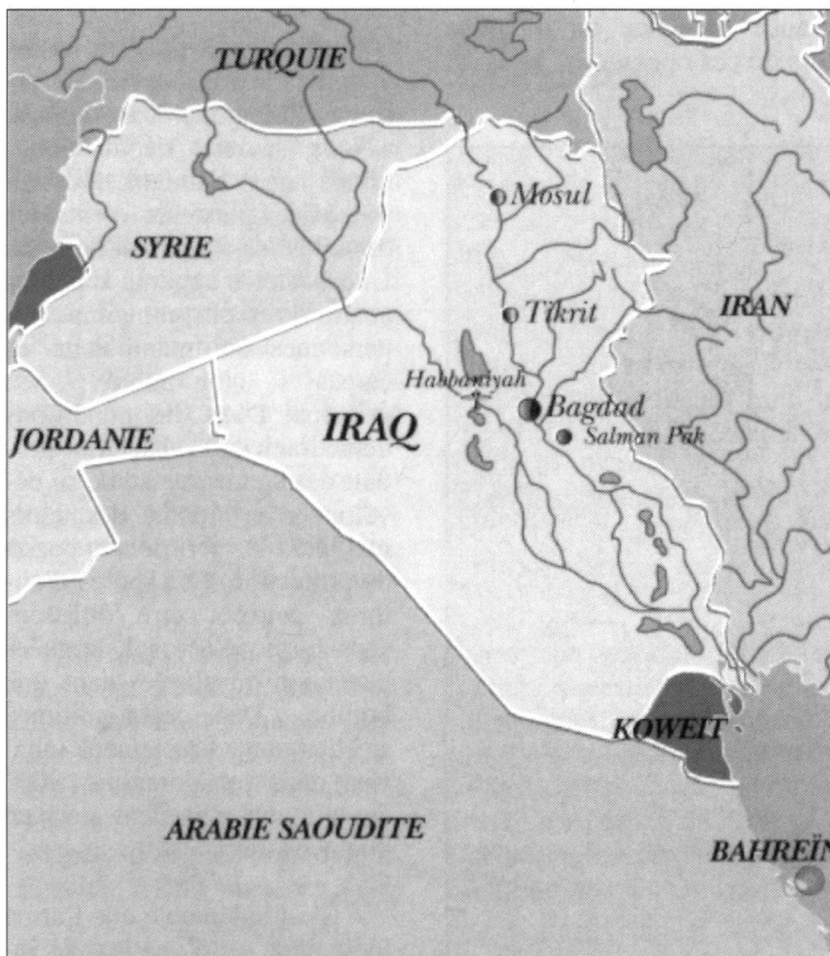
Camp de base: Bahrein

A son retour en fin de mission, Martin nous fait part de son expérience en Irak. D'abord sur la structure de l'UNSCOM: « Chaque domaine est couvert par une section différente. Pour le contrôle de l'armement, nous trouvons une cellule nucléaire et une cellule chimique équipée de laboratoires. Le sous-département « Missiles et technolo-

gie des fusées » disposant d'une *Field Test Unit* (unité de test sur le terrain). La cellule biologique possède également ses propres laboratoires. Un autre département contrôle les importations et exportations dans le cadre de l'embargo économique. Il veille, entre autres, à l'acheminement des biens extérieurs vers la population et non vers l'armée irakienne. Finalement, l'UNSCOM dispose d'un appui logistique considérable. Sur les 120 membres de la mission, seuls 50 sont des inspecteurs. Le reste est constitué de personnel administratif, de pilotes d'avions ou d'hélicoptères, de contrôleurs aériens, mécaniciens, etc. L'appui technique est assuré depuis Bahrein, bien que chaque service reçoive ses ordres directement du quartier général de New-York ».

Inspections

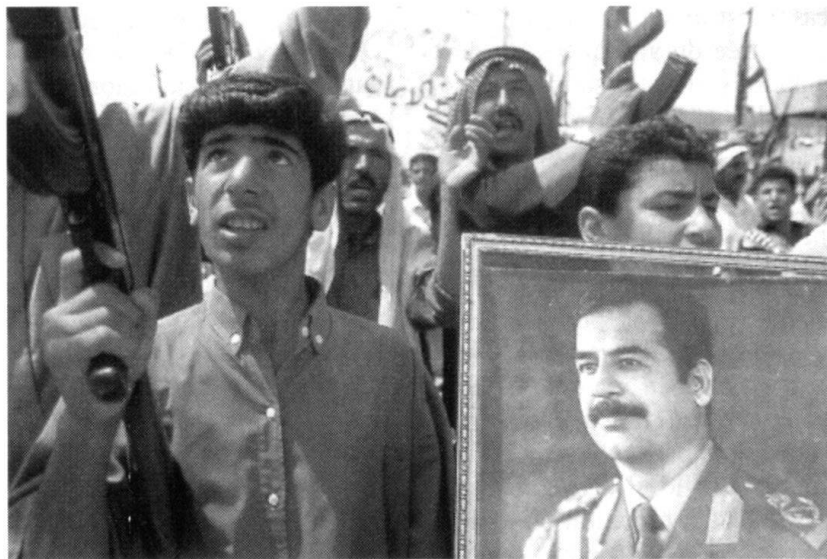
« Avant de rejoindre l'Irak, chaque inspecteur passe par Bahrein afin de remplir les formalités administratives et de recevoir un briefing technique », poursuit Martin. « Il n'y a que deux possibilités de gagner l'Irak : soit par avion via Habbaniyah, un ancien aéroport anglais (voir carte), soit par la route, en franchissant la frontière jordano-irakienne. Pour l'aspect inspection, je faisais partie d'un *Resident Team*. J'effectuais donc mes missions à partir de Bagdad où se trouvait ma résidence. Après seulement six semaines, nous devions déjà retourner à Bahrein. En effet, dès novembre 1998, l'Irak stoppait sa collaboration avec l'UNSCOM, ce qui provoquait



de nouvelles frappes aériennes en décembre. J'en ai profité pour analyser pendant un mois le résultat de nos «découvertes» sur le sol irakien. Une variante de la mission consistait à créer des *Visiting Team* qui passaient la frontière dans un but bien déterminé et pour répondre à une question spécifique. Entre novembre et fin décembre, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de faire partie de ces *Visiting Teams*.

Lever un coin du voile

Et en ce qui concerne le travail même des inspections?



Le peuple irakien est parfois prêt à tous les risques pour ses dirigeants... Y compris cacher des produits dangereux pour contourner les inspections de l'UNSCOM. (Photo: Wim Van Cappellen)

Experts en dissimulation

Lorsque le général Hussein Kamal, le beau-fils de Saddam Hussein, s'enfuit d'Irak en 1995, il raconte que son pays a développé un ambitieux programme d'armes biologiques. Ce que l'UNSCOM peut aussi démontrer. Etant donné le grand nombre de sites potentiellement utilisables pour fabriquer des armes biologiques, les inspecteurs de l'organisation ne se contentent pas de visiter uniquement les sites militaires, mais aussi bon nombre d'installations civiles.

Ainsi, le docteur Martin nous donne quelques exemples en les indiquant sur la carte. A Bagdad, une ville de 900 km², les inspecteurs ont visité des hôpitaux, des brasseries et des entreprises pharmaceutiques... Mosul et Basra sont des villes disposant d'un grand nombre d'instituts et d'industries. A Salman Pak, l'UNSCOM ne s'est pas contenté de démanteler les armes biologiques, mais aussi les installations utilisées pour leur fabrication.

A Tikrit, ville natale de Saddam Hussein, le régime pouvait s'appuyer sur un réseau sans faille de collaborateurs prêts à cacher n'importe quoi dans leurs habitations... Au début, les inspecteurs de l'UNSCOM étaient d'avis que certaines armes étaient trop dangereuses pour être stockées dans des maisons particulières... ils ont dû changer d'avis. Les Irakiens sont prêts à prendre n'importe quel risque pour leurs «amis».

«Le point de départ des missions d'inspection de l'armement est le contrôle des résolutions de l'ONU, tout en respectant la souveraineté irakienne. Nous devons donc introduire auprès des Irakiens une demande avant chaque mission de vérification. Il y a deux types d'inspections. L'inspection planifiée pour laquelle nous demandons préalablement l'autorisation de visite d'un site bien déterminé. Ces inspections partent de Bagdad sous la conduite des Irakiens (appelés *Minders*). Pour maintenir l'effet de surprise, nous effectuons aussi des inspections *Challenge*. Nous gardons le secret jusqu'à la dernière minute avant de dévoiler le site qui sera inspecté. Ce n'est qu'au moment du départ que l'équipe d'inspection apprend sa destination et l'itinéraire à emprunter. Il est ainsi possible, par exemple, d'envoyer cinq équipes différentes par cinq routes différentes vers... le même site! Dans ce

cas, c'est lorsque nous sommes à l'entrée du site que nous demandons l'autorisation d'accès. Impossible pour les Irakiens de déterminer le but de notre inspection et de «préparer» notre visite.

En général et malgré cette manière de procéder, j'estime que seuls 50% de nos contrôles sont efficaces. Cela tient essentiellement au fait que les Irakiens sont particulièrement inventifs quand il s'agit de camoufler la fabrication ou le développement de leurs armes. Ainsi, ils travaillent principalement par sous-traitance. Chaque étape de fabrication dépend d'une autre firme située à un autre endroit. La plupart des employés ne savent même pas qu'ils interviennent dans le processus de fabrication d'armes de guerre... De même, chaque Irakien doit se tenir prêt à mettre sa maison à disposition de l'état pour cacher du matériel... »

Course aux armements

« Nous utilisons différentes méthodes de travail en fonction du domaine d'inspection. La fabrication d'armes nucléaires

exige de gros moyens qui sont relativement faciles à déceler (sauf si les installations sont enterrées). La fabrication d'armes chimiques à grande échelle demande également des produits particuliers qui ne se trouvent pas au coin de la rue. En d'autres mots, lorsqu'on repère ces *Precursor*, ou produits-précurseurs, il est possible d'en déduire les usages possibles et de remonter la piste... »

« La fabrication d'armes biologiques est plus facile... et donc plus difficile à inspecter ! Il ne faut pas d'installation particulière : un hôpital, une brasserie ou même une simple cuisine conviennent. Le nombre de sites potentiels est énorme. Les moyens de protection peuvent être limités : masque à gaz et gants de caoutchouc. Certains produits nécessaires pour cultiver des bactéries se trouvent sans problème, comme le sucre ou le sel ménager... Si l'on sait qu'il est possible de sécher une nouvelle souche de bactéries dans du papier stérile puis de l'envoyer par la poste à l'étranger, il est évident que les possibilités sont illimitées et que l'efficacité de l'UNSCOM reste relative. Bien que nous obtenions des résultats, il est

illusoire d'éradiquer l'arsenal biologique irakien. Nous les gêçons, de sorte que la production leur demande plus de temps avant d'aboutir. L'Irak est un pays développé possédant tout le potentiel scientifique nécessaire. Ce sont, en fin de compte les dirigeants qui décident de l'utilisation des moyens du pays. L'UNSCOM fournit cependant un important travail de pionnier pour les missions similaires qui seront exécutées dans le futur. »

Martin Zizi est revenu en Belgique fin janvier 1999. Sa mission pour l'UNSCOM n'est pourtant pas terminée. Il doit en permanence se tenir prêt à rejoindre Barhein dans les 72 heures. Rien de surprenant, ce milieu très fermé ne compte qu'une quarantaine de spécialistes au monde. Notre compatriote est en outre le dernier inspecteur expert en armes biologiques à avoir travaillé pour l'UNSCOM. Martin insiste aussi sur la charge familiale que représente ce type de mission. Pas évident pour une épouse et quatre enfants de se retrouver seuls pendant plusieurs mois...

K. V. D.